

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
64 route de Grenoble
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès
06000 NICE

Marseille, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur 

Société MONACO LOGISTIQUE

ZI carros-1 ere avenue/12 ème rue - 3711 m
Section B - Parcelles 693-694
06510 Carros

Références : 2025_138
SPR/2025-297
Code AIOT : 0006410466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement Société MONACO LOGISTIQUE implanté ZI carros-1 ere avenue/12 ème rue - 3711 m Section B - Parcelles 693-694 06510 Carros. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société MONACO LOGISTIQUE
- ZI carros-1 ere avenue/12 ème rue - 3711 m Section B - Parcelles 693-694 06510 Carros
- Code AIOT : 0006410466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Monaco Logistique exploite un entrepôt logistique sur la commune de Carros.
Le site est régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/10/2022 et est classé Seveso seuil haut par dépassement direct pour certaines rubriques 4XXX.

Thèmes de l'inspection :

- Suite de l'inspection du 11/07/2024 et de la mise en demeure n°892 du 12/12/2024
- Risque incendie et système de rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Bassin de confinement des eaux incendie - Dispositif d'obturation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Bassin de confinement des eaux incendie - Caractéristiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercices de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Transmission état des stocks aux services de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Etat des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Traçabilité des déchets	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 10	/	Sans objet
6	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant s'est mis en conformité suite à la mise en demeure n°892 du 12/12/2024, relative à la traçabilité des déchets et à l'état des stocks. Au vu des éléments présentés, l'inspection propose donc de lever cette mise en demeure.

Par ailleurs, l'inspection a examiné le système de rétention des eaux d'extinction incendie et des eaux pluviales du site et a relevé des non-conformités car :

- le dispositif d'obturation permettant d'assurer un confinement des eaux susceptibles d'être polluées n'est pas automatique ;
- le dispositif d'isolement du réseau permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site n'est pas actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

L'inspection propose une mise en demeure sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercices de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>[...]Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.[...]</p>
Constats : <p>La lettre de suite préfectorale, référence 2024_510, transmise à l'exploitant le 16/10/2025 et issue de la visite d'inspection du 11/07/2024, demandait à l'exploitant de s'assurer du suivi des actions à mettre en place ou déjà mises en œuvre à la suite des exercices de défense contre l'incendie et des tests du Plan d'Opération Interne (POI).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué réaliser deux exercices de défense contre l'incendie (qui sont également des exercices POI) par an. Le premier exercice de l'année 2025 s'est déroulé le 13/02/2025 en présence des services de secours, et un second est prévu en juillet.</p> <p>À l'issue de l'exercice de février, des actions correctives ont été identifiées, notamment l'ajout d'un numéro de téléphone pour contacter la mairie de Carros. L'exploitant a présenté à l'inspection son tableau de suivi des actions correctives, dans lequel cette action est bien référencée et indiquée comme terminée.</p> <p>L'exploitant a présenté son POI (qui inclut le Plan de Défense Incendie - PDI) mis à jour, révision E en date du 21/02/2025, intégrant l'ajout de deux numéros de téléphone rattachés aux services de la mairie de Carros.</p>

Ainsi, l'inspection constate que l'exploitant a répondu à la demande d'action corrective formulée par l'inspection lors de la précédente visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transmission état des stocks aux services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Référencement de l'état des matières stockées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>La lettre de suite préfectorale, référence 2024_510, transmise à l'exploitant le 16/10/2025 et issue de la visite d'inspection du 11/07/2024, demandait à l'exploitant de tester la transmission de l'état des stocks aux pompiers lors du prochain exercice et, si nécessaire, de compléter son POI en conséquence, notamment en renseignant l'adresse mail des pompiers. Par ailleurs, l'exploitant devait préciser qui était chargé de transmettre l'état des stocks en dehors des heures ouvrées.</p> <p>L'exploitant a présenté son POI mis à jour, révision E, précisant que le DOI (Directeur des Opérations Internes) est responsable de la transmission de l'état des stocks aux services de secours. Cette transmission a été testée lors de l'exercice du 13/02/2025, au cours duquel l'état des stocks a été imprimé et remis en main propre .</p> <p>L'exploitant et les services de secours ont convenu que l'état des stocks ne pouvait pas être transmis à une adresse mail générique. Il sera donc envoyé à l'adresse mail personnelle de la caserne en charge de l'intervention, cette information étant communiquée sur place.</p> <p>Ainsi, l'inspection constate que l'exploitant a répondu à la demande d'action corrective formulée par l'inspection lors de la précédente visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

La société MONACO LOGISTIQUE, dont le siège est situé 6 rue Princesse Florestine à Monaco, exploitant une plateforme logistique sur la zone industrielle de la commune de CARROS au 1^{ère} avenue/12^{ème} avenue, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

Etat des matières stockées : En transmettant les justificatifs de la mise à jour de l'état des matières stockées incluant les grandes familles de produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie, et de la mise à jour sous format synthétique en précisant la nature des produits « sans dangers ».

Constats :

L'exploitant a présenté son état des stocks et son état des stocks sous format synthétique mis à jour, incluant notamment ses déchets et le stockage extérieur de palettes. L'exploitant a également montré à l'inspection le SharePoint et la plateforme lui permettant d'extraire un état synthétique en fonction du site d'exploitation et de la cellule de stockage. La nature des produits non dangereux est précisée, comme par exemple, « déchets papier » ou « palette bois » et ils sont associés à une catégorie de risque : « combustibles ».

Par sondage, l'inspection a demandé la fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit classé dans la rubrique 4331. L'exploitant a été en mesure de présenter la FDS correspondante via son SharePoint.

L'inspection a également procédé à une vérification, par sondage, du respect des seuils de stockage autorisés pour les rubriques liées aux produits dangereux pour l'environnement et aux liquides inflammables. L'exploitant a présenté un outil permettant de suivre en temps réel la quantité totale stockée en fonction des rubriques ICPE. Le seuil maximal autorisé y est représenté, ainsi qu'un seuil d'alerte fixé à 80 %, dont le dépassement entraîne l'envoi d'une alarme par mail.

Les quantités stockées le jour de la visite d'inspection, pour les rubriques 4331, 4510, 4511 et 4510/4511 de type liquides inflammables, sont présentées par l'exploitant. L'inspection constate que, pour ces rubriques, les quantités stockées sont inférieures et respectent les seuils autorisés conformément à l'arrêté préfectoral n°17076 du 28/10/2022.

Les prescriptions de l'annexe II, point 1.4, de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, rappelées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°892 du 12/12/2024, sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

La société MONACO LOGISTIQUE, dont le siège est situé 6 rue Princesse Florestine à Monaco, exploitant une plateforme logistique sur la zone industrielle de la commune de CARROS au 1^{ère} avenue/12^{ème} avenue, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

[...]

Traçabilité des déchets : En regroupant le suivi de l'ensemble de ses déchets sortants sur un registre unique comportant à minima les informations décrites dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

En ajoutant l'ensemble de ses déchets dangereux à son registre des déchets sortants et en contrôlant leur suivi via la plateforme Trackdéchets.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection, par mail en date du 12/01/2025, son registre des déchets sortants pour l'année 2024, comprenant à la fois les déchets dangereux et non dangereux. Ce registre comporte l'ensemble des informations requises par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, notamment le numéro de SIRET de l'établissement de destination et la qualification du traitement final.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre des déchets pour l'année 2025, qui ne comporte, à ce jour, aucun déchet dangereux. Il précise toutefois qu'un entretien et une vidange des séparateurs d'hydrocarbures sont prévus au mois de mars. À cette occasion, il complétera son registre et assurera le suivi des déchets générés via la plateforme Trackdéchets. L'exploitant s'engage à transmettre la preuve de traçabilité, notamment le bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) à l'inspection.

Les prescriptions des articles R. 541-43 I et R. 541-45 du Code de l'environnement, rappelées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°892 du 12/12/2024, sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...]
Constats : L'exploitant justifie le dimensionnement de ses capacités de rétention à travers son Étude de Dangers (EDD) de septembre 2021. Ce document précise qu'en cas de déversement accidentel, les produits dangereux stockés dans la cellule 2 disposent de rétentions locales, situées au niveau de chaque palette, tandis que pour les cellules 3 et 4, la rétention est déportée vers des bassins dédiés. La cellule 1 ne stocke pas de matières dangereuses. Par sondage, l'inspection a vérifié le dimensionnement des bassins de rétention associés suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le bassin 5, d'un volume de 300 m³, est destiné à la cellule 3, qui stocke un volume maximum de liquide de 380 m³.• Le bassin 3, d'une capacité de 520 m³, est dédié à la cellule 4, qui peut contenir jusqu'à 1 034 m³ de liquides. Ces volumes de rétention respectent l'exigence réglementaire de 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a contrôlé par sondage les bassins de rétention aériens numéros 2 et 5. Leur bon état général a été constaté visuellement. Ces bassins étaient vides, à

<p>l'exception d'une légère accumulation d'eau de pluie résiduelle issue des précipitations de la veille. Toutefois, la présence de végétaux, notamment des feuilles mortes et des épines, a été relevée dans les bassins. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un entretien régulier est nécessaire afin de garantir la disponibilité permanente des volumes de rétention et d'assurer le bon fonctionnement des canalisations reliant les différents bassins. L'exploitant a précisé que le nettoyage est effectué régulièrement par le gardien du site et a indiqué qu'une intervention est prévue dans les prochaines semaines</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de masse afin de visualiser le fonctionnement d'évacuation des eaux des différents bassins. L'exploitant a précisé que son plan de masse n'était pas à jour. Il a donc transmis par mail, en date du 11/03/2025, le schéma synoptique du fonctionnement des bassins de rétention mis à jour en mars 2025.</p> <p>Le bassin 5, qui récupère les eaux de voirie côté Est et les eaux d'extinction de la cellule 3, est relié gravitairement au bassin 1. Les eaux collectées des voiries côtés Sud et Ouest sont récoltées par effet de pente et passent par un séparateur hydrocarbures avant de rejoindre le bassin 1 et le point de rejet dans le réseau collecteur de la zone industrielle.</p> <p>Concernant le bassin 3, il récupère les eaux d'extinction des cellules 4 et 2, ainsi que les eaux de voiries côté Nord, qui passent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin 3. Ce bassin est lié gravitairement au bassin 2, second point de rejet vers le réseau collecteur de la zone industrielle.</p> <p>Les vannes d'obturation sont maintenues ouvertes pour l'écoulement des eaux pluviales et permettre la disponibilité des volumes de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera au nettoyage de ses bassins aériens numéros 2 et 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - Dispositif d'obturation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un</p>

dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Constats :

L'exploitant a présenté le fonctionnement des bassins de rétention des eaux d'extinction via un plan intitulé « Extrait de plan de masse du site de Carros », également intégré au POI du site, ainsi qu'un schéma synoptique du dispositif de rétention, transmis par mail en date du 11/03/2025 après la visite d'inspection.

Les eaux d'extinction de la cellule 3 sont collectées gravitairement vers le bassin 5, puis dirigées vers le bassin 1. En cas de saturation des bassins 5 et 1, une pompe de relevage électrique et automatique permet de transférer les eaux vers le bassin 2.

Le bassin 1 possède un point de rejet vers le réseau collecteur, équipé d'une vanne d'obturation manuelle, qui est par défaut ouverte pour l'évacuation des eaux pluviales et fermée manuellement lors d'un incendie. L'inspection constate que ce dispositif ne respecte pas l'arrêté ministériel, qui impose un dispositif d'obturation automatique pour garantir le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

Les eaux d'extinction de la cellule 4, qui contient des matières dangereuses, sont dirigées vers le bassin 3, déporté et enterré. Ce bassin est relié gravitairement au bassin 2, lequel constitue un point de rejet vers le réseau collecteur de la zone industrielle. Le bassin 2 est muni d'une vanne d'obturation manuelle, qui est par défaut ouverte pour l'évacuation des eaux pluviales et fermée manuellement lors d'un incendie. L'inspection constate que ce dispositif ne respecte pas l'arrêté ministériel, qui impose un dispositif d'obturation automatique pour garantir le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

Concernant la pompe de relevage autonome, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir son registre d'entretien. Lors de la visite, aucun justificatif n'a été présenté. L'exploitant a précisé que des tests étaient réalisés par le service maintenance, mais sans formalisation dans une procédure ou un registre. De plus, l'absence de personnel compétent au moment du contrôle n'a pas permis de vérifier le bon fonctionnement de la pompe sur site.

Une semaine après l'inspection, l'exploitant a transmis, par mail du 10/03/2025, des photos de la pompe en fonctionnement ainsi qu'un « Plan de maintenance Rétention/Vannes Réseau » référencé MM-2-10, en date du 10/03/2025. Ce document définit les modalités de contrôle de l'ensemble du système de rétention (vanne d'obturation, pompe de relevage, bassins, etc.), précise leur fréquence d'entretien et détaille les interventions à réaliser.

Les prescriptions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatives à la présence d'un dispositif automatique d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction incendie ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 11
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie le dimensionnement de ses bassins incendie dans son Étude de Danger, en s'appuyant sur un calcul conforme au document technique D9a, édition juin 2020.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence de vannes d'obturation manuelles permettant de confiner les eaux d'extinction et d'éviter le sur-remplissage des bassins. Une vanne, référencée « vanne 3 » par l'exploitant, est notamment située côté ouest de l'établissement, à proximité du bassin n°1. Cette vanne est raccordée à un regard et à un réseau de collecte des eaux pluviales qui, selon le plan de masse mis à jour en mars 2025 et transmis par mail le 01/04/2025, n'est pas destiné à recueillir des eaux d'extinction, mais est susceptible de rejeter des eaux hors du site. Le jour de l'inspection la vanne était en position ouverte, l'exploitant a précisé dans son mail du 26/03/2025 que cette vanne est désormais maintenue fermée par une clé de consignation. L'exploitant a procédé à une démonstration de l'ouverture et de la fermeture de ces vannes. Cependant, ces dispositifs ne sont pas actionnables depuis un poste de commande, car ils sont manuels (cf. constat précédent).</p> <p>Le fonctionnement des vannes est décrit dans le POI, accompagné de photographies illustrant leurs positions ouverte et fermée. Toutefois, aucune consigne d'entretien n'était formalisée au moment de l'inspection.</p> <p>Une semaine après la visite, l'exploitant a transmis un « Plan de maintenance rétention/vannes réseau », référencé MM-2-10 en date du 10/03/2025. Ce document définit les consignes d'entretien des dispositifs liés aux bassins de confinement des eaux, notamment la vérification visuelle de l'état des rétentions et de leur nettoyage, ainsi que la vérification de l'état des vannes d'obturation</p>

et la réalisation d'un essai de fermeture une fois par trimestre. D'autres consignes y figurent, portant sur l'entretien de la pompe de relevage et de son groupe électrogène de secours, le nettoyage des bassins de rétention, la vérification visuelle des collecteurs d'eaux pluviales et l'entretien du séparateur d'hydrocarbures.

Les prescriptions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatives à la présence d'un dispositif d'isolement du réseau actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois